

POINT D'APPUI

Centre d'aide et de prévention
des agressions à caractère sexuel
de Rouyn-Noranda

HISTORIQUE

2008 – Cette année marque le 25^e anniversaire du Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue ainsi que le 10^e anniversaire du Prix Alexina-Croteau : nous nous sommes impliquées à fond dans les activités de ces deux anniversaires malgré que leur tenue ait presque coïncidé, à quelques semaines près, avec notre démission du RFAT pour cause de désaccords majeurs; nous avons également participé au Colloque sur la violence faite aux femmes qui s'est avéré une source de réflexions à toujours poursuivre puisque cette problématique n'a pas encore fini de nous confronter à ses multiples facettes.

Et notre 25^e anniversaire... que le temps passe vite.
22 novembre 2008

2007 – Projet de stage : six rencontres d'un groupe de soutien aux adolescentes ayant subi l'inceste; la réforme du programme scolaire donne du fil à retordre à notre programme de prévention; dans le cadre de la JACVFF, prévention de la sexualisation précoce des jeunes filles par le biais des bibliothèques municipales et scolaires; en collaboration avec Arrimage-jeunesse, activité de sensibilisation à la drogue du viol dans les bars de Rouyn-Noranda; beaucoup de travail à la CLES : entrevues télévisées, production de matériel de dénonciation, tentatives de « dépornographier » notre région; poursuite de nos actions pour contrer l'hypersexualisation : conférence, causerie, sensibilisations, visionnement de matériel vidéo; participation à l'organisation du premier colloque régional sur la violence faite aux femmes; activités pour contrer la pauvreté : participation à la Marche du refus de la misère, à la Grande Guignolée des médias et au Comité logement en prévision de la pénurie de logements pour l'été 2007; démission du RQCALACS en septembre 2007; participation à l'organisation de la fête qui soulignera le 10^e anniversaire du Prix Alexina-Croteau et le 25^e anniversaire du RFAT; participation du comité régional de la Marche mondiale des femmes; beaucoup de discussions au RRCALACS : dissidence au RQCALACS, protocoles CALACS-CAVAC, publicité régionale, soutien au CALACS Abitibi Action Ikwe d'Amos; grande nouvelle, nos CALACS en implantation reçoivent maintenant 100 000 \$ par année : WOW!; engagement d'une 4^e travailleuse : RE-WOW!; création d'un comité social pour renforcer nos liens en dehors des activités du centre; ROC, COCO du ROC et CA du CSSSR-N : trois entités, des heures et des heures de travail et de concertation; participation au Forum social québécois; visibilité : révision et préparation de la documentation pour notre site Web ainsi que publicité télévisée et radiophonique; Journée internationale des femmes sous le signe de la famille : activités en après-midi sur le thème de l'autonomie économique des femmes; dans le cadre de l'inclusion des femmes davantage discriminées dans les activités du centre, participation au Conseil d'administration de La Mosaïque en vue de la formation d'un comité femmes et aux dîners interculturels organisés en collaboration avec le centre de femmes.

2006 – Groupe de soutien, aide directe, service d'accompagnement, sessions d'information, Ras-le-bol en 4^e secondaire, concertations diverses, sensibilisation dans les maisons de jeunes sur l'hypersexualisation, nous sommes bien présentes dans notre communauté; réflexion continue sur la place des femmes davantage discriminées dans nos services et nos actions; participation aux activités de la CLES-AT : dépliant dénonçant l'hypersexualisation, opposition à l'ouverture d'un bar de danseuses nues; condition de vie des femmes autre que la violence sexuelle à privilégier dans nos actions et nos luttes : la pauvreté; retour au RQCALACS et participation au comité Femmes davantage discriminées et Autochtones; naissance du Collectif régional d'analyse féministe en remplacement du Comité conditions de vie des femmes dont les buts ne répondaient plus à nos besoins; le RRCALACS s'oppose toujours au plan de développement du RQCALACS; soutien aux centres

POINT
D'APPUI

Centre d'aide et de prévention
des agressions à caractère sexuel
de Rouyn-Noranda

d'aide d'Amos et de La Sarre qui sont en implantation; mise en commun de nos analyses des enjeux avec les autres membres du Regroupement des organismes communautaires (ROC), dont le projet clinique; membre du COCO du ROC; membre du conseil d'administration du Centre de santé et de services sociaux de Rouyn-Noranda (CSSSR-N); compte tenu de la quasi-inexistence des appels en dehors des heures normales de travail, nous avons mis fin à la ligne d'urgence 24/7 le 12 janvier 2007 mais nous maintenons le service d'accompagnement et d'urgence du lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h 30.

2005 – Malgré nos efforts, les femmes sont toujours réticentes à passer de l'aide individuelle au groupe de soutien; c'est pour cela que nous limiterons généralement la période d'aide individuelle à un an; modifications au programme Ras-le-bol pour nous en tenir à deux périodes; la dispensation du programme est cependant freinée par des moyens de pression exercés par le corps enseignant; dîners rencontres; formation de douze militantes et de sept stagiaires; dénonciation de l'hypersexualisation dans le cadre de la Journée d'action contre la violence faite aux femmes; formation de la Concertation des luttes à l'exploitation sexuelle (CLES) qui s'attaque à la prostitution, au trafic sexuel, à l'hypersexualisation des femmes et à la sexualisation précoce des jeunes filles; signature d'un protocole de référence CALACS-CAVAC; participation au relais de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité à Québec; vigilance par rapport à la place des femmes dans le nouveau projet clinique; retrait du RQCALACS pour un an compte tenu de notre opposition au plan de développement; renforcement du RRCALACS.

2004 – Signature en vue du protocole d'entente avec le CHRN; le RQCALACS s'apprête à sauter le pas : vote à 75 % pour les questions d'ordre opérationnel; inquiétudes de notre côté par rapport au plan de développement du RQCALACS au sujet du critère « Initiative du milieu »; début de formation sur la planification stratégique; révision des structures du RFAT à la suite à son congrès d'orientation; reprise des groupes de femmes au Point d'appui; premiers dîners rencontres avec les femmes qui fréquentent le centre; Ras-le-bol a le vent dans les voiles : 1258 élèves rencontrés; tentative de signature d'un protocole CALACS-CAVAC; réflexions sur l'implantation d'une ressource d'hébergement pour les femmes présentant des problèmes de santé mentale; nouveaux changements dans le réseau de la santé : fusions d'établissements et projets cliniques; célébration du 20^e anniversaire du Point d'appui avec un an de retard et pendaison de crémaillère.

2003 – Révision du programme Ras-le-bol pour répondre aux commentaires du milieu scolaire; grande première : deux hommes ont dispensé avec nous les sessions de prévention afin de présenter aux adolescents une image masculine positive et non culpabilisante; réactions en concertation avec le milieu au virage à droite qui a suivi l'élection du gouvernement Charest en avril ce qui a bousculé tout notre plan de travail; comité de développement du RQCALACS de plus en plus demandant; création d'un Regroupement régional des CALACS (RRCALACS) formé d'Amos, La Sarre, Rouyn-Noranda et Val-d'Or; expérimentation des réunions de la collective aux deux semaines sauf lorsqu'il y a trop de travail : ça libère une bonne dizaine de lundis soirs par année; achat d'une maison; réflexion à long terme sur l'inclusion et la non-exclusion des femmes davantage discriminées.

2002 – Procès Staudinger et remise en question de notre participation à la Table de concertation sur la violence faite aux femmes; opposition à la ZLÉA sur toutes les tribunes qui nous sont offertes; participation au collectif D'abord solidaires et manifestations contre la guerre en Irak; participation au comité de développement du RQCALACS; adoption d'un slogan et d'un symbole provinciaux pour la Journée d'action contre la violence sexuelle; participation du colloque du RFAT et à la rédaction des actes du colloque; délégation d'une travailleuse à titre de membre du conseil d'administration et du comité exécutif du CAVAC-AT.

2001 – Reprise du service de garde d'urgence malgré que les protocoles ne soient toujours pas signés; dispensation de *Ras-le-bol*; lutte à la mondialisation effrénée sur tous les plans : économique, social, agricole, environnemental, etc.; comité d'élimination de la pauvreté; implantation d'un Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) dans notre région : nous gardons l'œil ouvert pour éviter le dédoublement de services; comité

organisateur du colloque du RFAT : Bilan et perspectives du mouvement des femmes en Abitibi-Témiscamingue depuis 10 ans; participation aux divers comités relevant du réseau intégré d'organisation des services de santé et des services sociaux.

Début 1983 – La maison d'hébergement Alternative pour elles engage Martine Godard pour développer un service de secours pour les victimes d'agression à caractère sexuel. Voyant l'étendue du mandat, Martine s'adjoint quatre femmes : Célyne Dubé, Nicole Desgagnés, Denise Laprise et Carmen Dion. Début d'une période de recherches et de lectures sur la problématique.

2000 – Sommet des Amériques, Sommet des peuples, Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), formation SALami, entente de deux ans avec la Régie régionale et la Commission scolaire de Rouyn-Noranda pour la dispensation de notre programme de prévention; marche mondiale des femmes (avec participation plus qu'active au Comité local d'organisation de la marche, CLOM) qui a mené cinq femmes du Point d'appui de Rouyn-Noranda à New York en passant par Val-d'Or, Montréal et Ottawa, wow!; marrainage du centre d'aide de La Sarre en implantation; participation du comité de soutien à la gestion du RQCALACS; consolidation des centres d'aide à 160 000 \$, ce qui ne va pas sans déchirement pour nous qui serons ponctionnées de 40 000 \$ pour La Sarre; comité « Un toit pour trois » au RFAT.

1999 – Interruption du service d'urgence de soir et de fin de semaine, conséquence de la zizanie semée par le protocole de la régie régionale; négociations serrées pour la dispensation intégrale de Ras-le-bol : malgré les embûches, nous avons rencontré 1837 jeunes; consultations régionales du RQCALACS en vue de la révision de la base d'unité; les tables de concertation se portent bien : femmes, jeunesse, santé mentale, santé/bien-être et santé publique, ROC, CROC; projet majeur, la Marche mondiale des femmes; dernier souper international accompagné du livre des meilleures recettes; la Journée d'action contre la violence sexuelle remplace la Journée d'action contre la violence faite aux femmes.

1998 – 15^e anniversaire du Point d'appui souligné très discrètement en toute sororité; tournage de *Ras-le-bol, faut que ça change!*; lancement et expérimentation du programme dès l'automne à La Sarre, Macamic et Rouyn-Noranda; tentatives infructueuses d'en arriver à un protocole d'entente avec l'hôpital afin que nous soyons systématiquement appelées auprès des femmes qui se présentent à l'urgence suite à une agression sexuelle; notre entente avec la sûreté municipale est sur la glace et rien n'est signé avec la Sûreté du Québec.

1997 – Formation et encadrement d'une travailleuse responsable de la sensibilisation en Abitibi-Ouest; recherche sur les connaissances des jeunes au sujet des agressions sexuelles et les comportements violents; travaux préparatoires au programme de prévention *Ras-le-bol, faut que ça change!*; participation au comité contenu pour la recherche du RFAT « Porte ouverte sur les groupes féministes d'action et de services pour femmes victimes de violence en Abitibi ».

1996 – Fin de la ligne d'écoute qui est remplacée par une ligne d'urgence; signature d'un protocole d'entente avec la sûreté municipale; renaissance des groupes de soutien sous forme de groupes à thèmes pour femmes agressées sexuellement dans l'enfance; la régionalisation fait place à la transformation du réseau; début des activités qui verront naître les centres d'aide de La Sarre et d'Amos; nouveau dépliant et tout ce qui s'ensuit (affiche, papeterie, cartes professionnelles).

1995 – Engagement d'une travailleuse principalement affectée aux tâches administratives; nos efforts d'autofinancement nous mènent à la première des cinq présentations du souper international qui permet de nous faire connaître davantage mais qui ne rapporte que de maigres profits.

1994 – 138 demandes d'aide!; comité actions médecins; groupe de travail interministériel sur les agressions sexuelles qui accouche du rapport Les agressions sexuelles : STOP!; comité d'organisation de la Marche des femmes contre la pauvreté de 1995; début de notre participation à la Table régionale en matière de

violence faite aux femmes; production et diffusion du théâtre forum « Le vice et la procédure » sur le traitement judiciaire réservé aux victimes d'agression sexuelle; réflexions sur la viabilité de la ligne d'écoute; remplacement du souper d'huîtres par le souper international; agrandissement des locaux du centre.

1993 – Reconnaissance par la Régie régionale de la santé et des services sociaux (RRSSS) de la CROC comme structure associative; nomination d'une représentante des organismes communautaires à la vice-présidence de la RRSSS; 10^e anniversaire du Point d'appui souligné de deux façons : 5 à 7 pour les partenaires et soirée de retrouvailles pour les militantes; réalisation de la vignette télévisée destinée aux jeunes; colloque femmes handicapées; début de la réflexion régionale sur notre participation à la Table sur la violence conjugale; fin des groupes de soutien pour les femmes.

1992 – Régionalisation, régionalisation, régionalisation : CROC, ROC, table en santé mentale, table jeunesse, etc.; préparation d'une vignette télévisée de sensibilisation pour les jeunes; adoption de la base d'unité du RQCALACS; activité d'autofinancement : dégustation d'huîtres.

1991 – Formation du comité des 8 qui deviendra le comité de conditions de vie des femmes (CCVF); participation au colloque sur la santé des femmes à Banff; participation à la journée portes ouvertes du nouveau centre de femmes Entre femmes auquel nous souhaitons longue vie; le train de la régionalisation des services de santé et des services sociaux comporte son lot de comités et de réunions; vente de garage; franc succès du théâtre forum sur la pornographie produit par le Point d'appui en collaboration avec les Zybrides; première subvention reçue du Comité des sages de Minéraux Noranda.

1990 – Participation à Femmes en tête, véritable célébration de la force du féminisme québécois; début de la régionalisation des services de santé et des services sociaux; changement d'année financière pour s'aligner sur celles du MSSS; première expérience (réussie) de fermeture du centre durant le mois de juillet avec maintien de la ligne d'urgence; déménagement du centre; rédaction de la brochure « Non à la pornographie »; mise à jour de nos statuts et règlements pour les rendre conformes à nos pratiques.

1989 – Mise sur pied d'un groupe de soutien pour adolescentes ayant subi une agression sexuelle; année préparatoire à la célébration des 50 ans du droit de vote des femmes dont la participation au Carrefour régional de Femmes en tête; ajout de cinq congés parentaux; fin de l'entente avec la Clinique Fleur-de-lys (manque de médecins) au sujet des examens médicaux faisant suite à une agression sexuelle; tentative d'implantation d'un journal mensuel; soutien à Chantal Daigle, cette femme que son conjoint empêchait de se faire avorter; implantation du bilan d'implication des travailleuses et des militantes; fin d'année noire : le massacre de Polytechnique où sont mortes 14 femmes sous les balles de Marc Lépine.

1988 – Formation d'une collective régionale de thérapie radicale; fin du comité DPJ-Point d'appui sur l'inceste; fête du 5^e anniversaire; 1700 personnes rejointes par la prévention et la sensibilisation; participation à l'organisation du colloque régional sur l'inceste.

1987 – Premier projet « Jeunes multiplicatrices » : au Point d'appui, la prévention a toujours été une priorité; table de concertation avec la DPJ sur notre place dans l'aide aux victimes d'inceste et leur famille; première vignette télévisée : « nos services »; 38 réunions de la collective; première réunion de planification annuelle au Centre de plein air du lac Flavrian; membre du comité base d'unité du RQCALACS; début des groupes de soutien aux femmes.

1986 – Tenue du colloque « Changer les règles du jeu »; nos « bénévoles » deviennent des « militantes »; conditions de travail et parité salariale; sommet socioéconomique : beaucoup de travail, peu de résultats; première formation en thérapie radicale.

1985 – organisation du Colloque québécois sur l'intervention féministe; premier et dernier bingo bénéfice; abonnement au service d'appels téléphoniques.

1984 – mars : publicisation d'un service d'écoute et d'accompagnement 24 heures sur 24; avril : le nom Point d'appui est adopté; juin : réception de notre première subvention du ministère des Affaires sociales : un maigre 22 000 \$ qui s'est décuplé en 20 ans; août : membre du RQCALACS; automne : implantation du programme Pacte (qui fermera ses portes à l'automne 1987); premier cours d'autodéfense; formations de militantes.

Août 1983 – Première table de concertation réunissant les intervenants des milieux médical, judiciaire et policier.

Été 1983 – Clarification des objectifs : aide aux femmes victimes d'agression à caractère sexuel; prévention et sensibilisation; concertation avec le milieu.

Juin 1983 – Discussions, réflexions et consultations auprès du RQCALACS qui mènent à la fondation d'un centre d'aide autonome après entente avec la maison d'hébergement.

Novembre 1983 – Réception de la charte.